**CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'INTERVENTION
ET FINANCEMENT POUR L'ENTRETIEN DE LA LEYRE SUR L'ANNEE 2023**

Entre

D'une part,

La Communauté de communes Cœur Haute Lande, représentée par son président Monsieur Dominique COUTIERE,

Désignée sous le terme "CDCCHL",

Et d'autre part,

Le Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional des landes de Gascogne, représenté par son président, Monsieur Vincent DEDIEU,

Désigné sous le terme "PNRLG"

Préambule

La Loi MATPAM a attribué au bloc communal la compétence sur la gestion des eaux et des milieux aquatiques et la prévention des inondations (dite "GEMAPI"). Cette compétence est assurée pour le bassin de la Leyre dans le département des Landes par la Communautés de communes Cœur Haute Lande qui a délibéré sur son transfert au Parc naturel régional des Landes de Gascogne.

L'actualisation du programme pluriannuel de gestion des cours d'eau (PPGCE) du bassin versant de la Leyre sera validé en 2023 (en cours). 2023 est ainsi une année de transition pour les actions conduites (actions de sécurisation) et leur financement (hors cadre des financements affectés aux PPG).

En accord avec les services de l'Etat et dans le cadre d'une DIG, le PNR des Landes de Gascogne a engagé depuis de nombreuses années, sur le domaine public fluvial (DPF) des travaux d'entretien de la Leyre (Grande Leyre et Leyre) destinés à garantir une bonne pratique de l'activité nautique (canoë-kayak).

Il est nécessaire de réaliser des travaux d'entretien de la Leyre pour la saison 2023, permettant une pratique sécuritaire de l'activité canoë-kayak.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention vise à permettre au PNRLG de réaliser les travaux d'ouverture et de mise en sécurité de l'activité nautique, avec l'accord de la CDCCHL, sur le cours principal de la Leyre appartenant au DPF entre la base de Mexico (commune de Commensacq) et la limite départementale avec la Gironde (commune de Saugnac-et-Muret). Elle prévoit pour ce faire le financement nécessaire relatif aux interventions sur les parties du cours d'eau situés sur le territoire de la communauté de commune.

Article 2 – Modalités d'exécution

Les travaux sont réalisés dans le cadre d'un marché public, sous maîtrise d'ouvrage du PNRLG.

Ces travaux doivent répondre aux objectifs suivants :

- Intervention d'ouverture à partir du cours d'eau pour sécuriser la navigation des canoës-kayaks,
- Gestion des encombrements à proximité des ponts pour leur sécurité et la qualité du paysage,

Accusé de réception en préfecture 033-253301402-20230329-2023-44-DE Date de réception préfecture : 11/04/2023

- Gestion ponctuelle des berges pour favoriser l'accès des pêcheurs,
- Gestion des espèces exotiques envahissantes.

Les lieux d'intervention sont définis par le PNRLG (cartographie des points d'embâcles, ...).

La réception du chantier sera assurée par le PNRLG

Article 3 – dispositions financières

Pour réaliser l'ensemble des interventions de mise en sécurité de la Leyre pour le territoire de la communauté de commune, le PNRLG sollicite la CDCCHL à hauteur de 12 500 €. Les travaux feront l'objet d'un marché global pour la vallée de la Leyre en trois lots géographiques.

Article 4 - Calendrier prévisionnel de réalisation

A partir de la signature de la convention et le mois de juin 2023 selon l'échéance de la DIG.

Article 5 – Responsabilité

La responsabilité de la CDCCHL ne sera pas engagée.

L'ensemble des travaux sont réalisés sous la responsabilité du PNRLG, selon le cahier des charges validé par la DIG inter-préfectorale.

Article 6 –Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties né de l'application de la présente convention, les parties s'obligent à organiser une rencontre de conciliation préalablement à toute procédure contentieuse, dans un délai maximum d'un mois après réception d'un courrier en recommandé faisant état des points de désaccord. Elles pourront se faire accompagner de la personne de leur choix. A défaut de solution amiable, le tribunal administratif du ressort de la partie demandeuse pourra être saisi.

Article 7 – Résiliation

En cas de manquement à leurs obligations réciproques par l'une ou l'autre des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Belin-Beliet le

PNR des Landes de Gascogne

CDC Cœur Haute Lande

Président,

Président,

Vincent DEDIEU

Dominique COUTIERE

Pièces jointes :

- Cahier des charges des travaux,
- DIG inter-préfectorale.

Accusé de réception en préfecture
033-253301402-20230329-2023-44-DE
Date de réception préfecture : 11/04/2023